



Bulletin de la Section Départementale de Seine-Saint-Denis du SNU.ipp



Syndicat National Unitaire Instituteurs
Professeurs des écoles - P.E.G.C.

Supplément n°1 du 4 septembre 2008
au Bulletin n°556 - ISSN : 1250-3509

Editorial :

S'engager

Le gouvernement multiplie les opérations de communication pour laisser entendre que tout va bien. Nous voyons bien, nous acteurs de terrain, les dégradations s'accumuler. Nous vivons les conséquences des ouvertures de classes à la dernière minute, avec nombre de collègues nommés in extremis. Nous avons bien compris que les 2 heures de soutien aux élèves en difficulté préfigurent la fermeture des postes de RASED (déjà 18 gelés en Seine Saint-Denis)... 13500 suppressions de postes sont annoncées pour septembre 2009. Nous avons bien compris que les heures supplémentaires défiscalisées et le recours au travail pendant les vacances étaient le début de l'annualisation du temps de travail et l'individualisation des salaires.

Nous avons collectivement la responsabilité de construire la réponse. Sans précipitation et avec détermination, il nous appartient de construire les étapes du mouvement social qui contraindra le gouvernement à négocier et à reculer. **Les premières étapes sont là : 11 septembre, 7 octobre, et manifestation nationale le 19 octobre.**

Laisser faire ou agir collectivement : à chacun de nous de choisir.

SNUipp/FSU 93 - FCPE 93 SE/UNSA 93 - Sud éducation 93 CGT éduc 93

*Dans le cadre de la préparation d'une grande
manifestation nationale unitaire
le dimanche 19 octobre.*

**Journée d'action unitaire nationale :
en Seine-Saint-Denis,**

**RASSEMBLEMENT
JEUDI 11 SEPTEMBRE
de 11 h 30 à 13 h 30
devant l'inspection académique**

**«Tous ensemble pour défendre
le Service Public d'Education»**

Nous sommes dans l'attente de l'éventuelle signature d'autres organisations syndicales.

Nous devons avoir une prochaine rencontre intersyndicale le 5/09 pour rédiger un communiqué commun complémentaire.

Le SNU.ipp propose que le matin nous distribuons des tracts aux familles : les différentes réformes mises en place par Darcos ne vont pas faire avancer l'école.

Sommaire : p.1 Edito ; Rassemblement du 11/09/08 - p.2 - Manifestation nationale du 19/10/08

Non à Edvige ; Communiqué de presse.

Directeur de la publication : F.COCHAIN - N° C.P. : 0610 S 07500 - Prix du N° : 1,50 € - Imprimerie Spéciale du SNU.ipp 93 - Bourse Départementale du Travail, 1 pl. de la Libération, 93016 Bobigny cedex, Tél. : 01.48.96.36.11., Fax : 01.48.96.36.80, Email : snu93@snuipp.fr - <http://www.snuipp.fr/93>. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNU.ipp Seine Saint Denis. Conformément à la loi du 08.01.78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNU.ipp.

Manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris

L'EDUCATION EST NOTRE AVENIR : IL NE DOIT PAS SE DECIDER SANS NOUS !

Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un grand service public laïque d'éducation. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre Ecole ?

Cette Ecole publique, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants ».

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée encore moins lors-

qu'elles aboutissent à de vraies régressions. Rien ne pourra se faire non plus si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Education. Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre Ecole publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, mobilisons-nous ensemble, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre ! Rassemblons-nous tous dans une grande manifestation nationale le dimanche 19 octobre à Paris.

Actualités FSU - 4 septembre 2008

"Non à EDVIGE"

Réunies en Collectif "Non à EDVIGE", près de 700 organisations et associations et près de 90 000 personnes ont signé la pétition en ligne "Pour obtenir l'abandon d'EDVIGE"

<http://www.nonaedvige.ras.eu.org>
et, pour certaines d'entre-elles, se sont engagées dans des actions de signatures de la pétition par les citoyens sur la voie publique.

Journée interprofessionnelle d'action unitaire le 7 octobre COMMUNIQUE COMMUN DES ORGANISATIONS SYNDICALES CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA

Les six organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA), réunies le 04 septembre 2008, ont décidé de mettre en œuvre tous les moyens de parvenir à des mobilisations d'ampleur, dans tout le pays, le 07 octobre prochain à l'occasion de la journée syndicale mondiale pour le travail décent, organisée par la Confédération Syndicale Internationale (CSI).

Elles travaillent à la formalisation d'un appel unitaire en vue de favoriser l'implication dans cette journée du plus grand nombre de salariés.

Paris, le 04 septembre 2008